

Impôt sur le revenu

[Traduction]

M. Bill Clarke (Vancouver Quadra): Monsieur l'Orateur, il y a maintenant tout juste cinq ans que je suis à la Chambre, et pendant ces années, j'ai vu bien des budgets faire l'objet de critiques d'une façon ou d'une autre. Les membres de mon parti n'ont pas tout critiqué de ces budgets, mais nous constatons que le gouvernement tient rarement compte de nos suggestions.

Bien sûr, le gouvernement a déclaré que nous ne sommes pas en train de débattre le budget, que c'est un bill sur l'impôt. En comparant le budget du 31 mars et l'énoncé économique et fiscal du 20 octobre qu'a présenté le ministre des Finances (M. Chrétien), je ne vois pas beaucoup de différence quant à la présentation ou au contenu. Le gouvernement s'est dit pressé de faire adopter ce bill, mais je pense que je devrais rappeler à la Chambre que ce bill fait suite à l'énoncé budgétaire du 31 mars, et que le gouvernement a eu quelque sept mois pour le faire adopter.

Depuis le début du débat, il y a quelques jours, le gouvernement a présenté des orateurs à chaque jour. Aujourd'hui, nous avons entendu le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Lessard), et hier, c'était le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Horner). Cela ne semble pas indiquer que le gouvernement soit particulièrement pressé de faire adopter le bill par la Chambre.

Après avoir détourné l'attention sur l'unité nationale, le premier ministre (M. Trudeau) a déclaré à Calgary, au début du mois, que la question importante au Canada était la politique économique. Après avoir passé une longue fin de semaine de repos, il a déclaré à la Chambre cette semaine qu'il était très heureux d'être revenu maintenant que l'opposition s'intéresse aux questions économiques plutôt qu'à attaquer la GRC. Ce n'est que quelques jours auparavant, que le premier ministre a décidé que la question économique était importante. Je doute que l'on puisse nous accuser d'une prise de conscience aussi tardive.

Pour ce qui est des attaques contre la GRC, je voudrais rappeler à la Chambre que le jour même où le premier ministre en a parlé, le chef de l'opposition officielle (M. Clark) a soigneusement expliqué en détail certaines questions à la Chambre. Le 8 novembre, il a fait remarquer que le principe fondamental du régime parlementaire, qui est ici en cause et que le gouvernement du Canada viole, est que les ministres doivent assumer la responsabilité des actions posées par les fonctionnaires placés sous leur autorité générale.

Des voix: Bravo!

M. Clarke: Il a dit ensuite que beaucoup trop souvent on faisait porter aux fonctionnaires la responsabilité dans des cas où c'est le ministre qui aurait dû l'endosser. Nous l'avons vu dans le cas de Larry Stopforth, chef de cabinet du ministre des Approvisionnements et Services actuel (M. Goyer), et à présent nous le voyons dans le cas de la Gendarmerie royale. Il a enfin fait allusion, pour terminer, aux actes illégaux que la Chambre et le pays viennent d'apprendre récemment. Pour lui, il s'agit de déterminer quelles sont les personnes qui ont commis ces actes illégaux...

[Français]

M. Chrétien: Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

M. l'Orateur adjoint: Le ministre des Finances invoque le Règlement.

[M. Lessard.]

[Traduction]

M. Chrétien: Monsieur l'Orateur, je tiens à faire remarquer que cela n'a rien à voir avec le débat actuel. La question à débattre est le bill de l'impôt sur le revenu et non pas la GRC, etc. Je suis sûr que tous les députés savent fort bien qu'il y a certains règlements de la Chambre qu'il faut suivre de temps à autre.

Des voix: Bravo!

[Français]

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Je veux signaler à l'honorable ministre que justement j'écoutais attentivement l'honorable député. J'essayais de voir à quoi allait l'entraîner son argumentation sur les points qu'il a soulevés, et j'imagine que les secondes ou les minutes qui vont suivre vont lui permettre de revenir au sujet ou peut-être convaincre la présidence qu'il est dans la bonne voie. Autrement il me faudra le rappeler à l'ordre.

[Traduction]

M. Clarke: Monsieur l'Orateur, j'aimerais souhaiter la bienvenue au ministre des Finances qui est de retour à la Chambre. Je puis lui donner l'assurance que je vais relier bientôt mes remarques à celles qu'a prononcées le ministre de l'Industrie et du Commerce hier au cours de ce même débat. Pour en revenir aux remarques qu'a faites le chef de l'opposition mardi au sujet des actes illégaux, il a parlé de la nécessité de savoir par qui et sous la direction de qui ils avaient été commis, il a conclu en disant:

Autant que nous sachions, ce sont des membres des services de sécurité qui les ont commis, et ici je fais la distinction entre les membres des services de sécurité et les membres de la force régulière de la GRC.

Les remarques de notre chef le prouvent bien, notre parti n'attaque nullement la GRC.

Des voix: Oh, oh!

M. Clarke: Le ministre de l'Industrie et du Commerce a essayé de tromper la Chambre et lui-même hier en faisant croire que nous de ce côté de la Chambre essayions de nous emparer du pouvoir en attaquant la GRC.

M. Chrétien: C'est vrai.

M. Clarke: D'après ce qui a été dit à la Chambre la semaine dernière, tout laisse à penser que ce n'est pas le cas. Notre parti ne cherche nullement à démolir la GRC par quelque moyen que ce soit. Je rappelle au ministre des Finances que c'est le chef de mon parti qui a insisté auprès du gouvernement, au cours de la dernière intersession, pour qu'il rappelle la Chambre plus tôt et dépose un nouveau budget, étant donné la dégradation de la situation économique du pays. Dieu sait depuis combien de semaines et de mois le gouvernement refuse de déposer un nouveau budget. Le gouvernement a dit qu'il déposerait un bilan fiscal et économique, mais cela n'est pas un budget. Cela ne vise qu'à couper court aux discussions et à empêcher l'opposition d'obtenir un véritable débat sur le budget.

● (1632)

M. Johnston: Un simulacre honteux!

M. Clarke: Je désire me reporter une fois de plus aux observations faites par le ministre de l'Industrie et du Commerce. Il a parlé de la dévaluation du dollar. Nous nous demandons s'il se rend compte que cette dévaluation est le résultat de l'échec de la politique de ses collègues en matière d'économie. Le ministre a déclaré à Winnipeg que la dévaluation du dollar canadien sert la cause canadienne et il a ajouté: «J'espère que les choses en resteront là encore quelque temps».